

Vu en Europe **Coopération transpyrénéenne**

Comment dépasser les barrières nationales pour coopérer sur l'action sociale avec ses voisins frontaliers? Le conseil général des Pyrénées-Atlantiques tente de répondre à cette question complexe, avec un coup d'accélérateur donné ces derniers mois. Car la zone frontière située autour d'Hendaye, Saint-Jean-de-Luz, Irun et Fontarrabie, sans barrière montagnaise, est un bassin de vie où la circulation des personnes est une réalité quotidienne et les problématiques sociales nombreuses et récurrentes. « Quand nous sommes arrivés en 2011 [lors du basculement de droite à gauche, NDLR], il existait des conventions très institutionnelles avec Guipuzcoa [l'équivalent de l'échelon départemental en Espagne, NDLR], explique Marie-Pierre Cabanne, vice-présidente chargée des politiques contractuelles. Nous avons voulu passer à une démarche plus active et définir un plan d'action, notamment parce qu'en raison de la crise, de nombreux ressortissants arrivaient dans nos maisons de la solidarité. »

Accueil de jour

Dès 2007, via la conférence Atlantique Transpyrénées, une structure transfrontalière réunissant les collectivités et les services de l'État, plusieurs actions sont lancées: des référents transfrontaliers sont chargés de faciliter le travail entre les agents départementaux des deux pays, les personnels des maisons de la solidarité sont formés à l'espagnol, et des modules de formations transfrontalières sur la tarification et le contrôle des établissements sont mis en place. Des colloques transfrontaliers sont également organisés, en 2010 sur le handicap et en 2012 sur Alzheimer. « Cette journée avait permis de mettre en évidence un partenariat innovant existant entre la France et l'Italie à travers un accueil

de jour transfrontalier cogéré entre le centre hospitalier de Menton et une agence de santé italienne, en lien avec la commune de Vintimille », précise Éric Villacampa, directeur général adjoint de la solidarité départementale. Avec une responsable d'établissements espagnols, il réfléchit alors à l'idée de permettre à des Français âgés d'accéder à des accueils de jour côté espagnol, l'offre existante côté français restant faible. Après une étude de besoins et la validation de la prise en charge financière dans le cadre de l'APA en novembre dernier, deux établissements situés à Irun et Fontarrabie ont ouvert cet accueil de jour en février. La coopération conseil général – Guipuzcoa est inscrite dans une convention, dans laquelle la politique sociale constitue une priorité. Une étude spécifique menée en 2015 doit ainsi donner le coup d'envoi d'un projet d'une maison de la solidarité transfrontalière, afin d'ouvrir « un espace de travail commun entre équipes françaises et espagnoles pour traiter de manière opérationnelle les réalités transfrontalières du quotidien de nos agents sociaux », explique Éva Lamothe, chef de pôle transfrontalier. Il s'agit notamment de lever les obstacles administratifs pour que les travailleurs sociaux français et espagnols puissent agir dans les situations de mineurs en danger. « Notre volonté politique est de pouvoir répondre de manière réactive à des situations récurrentes », poursuit M.-P. Cabanne. L'élue ambitionne également de parvenir à terme à la création d'aides sociales transfrontalières. ■

Pour en savoir plus

CG des Pyrénées-Atlantiques (pôle transfrontalier)
Tél.: 05 59 11 45 07

Pour aller plus loin

Livres

- « *Au cœur du social départemental* », Geneviève Besson, Conseil général de l'Eure, 2014
- « *Innover dans les politiques sociales, pratiques du changement* », Alexis Baron, PUG, 2013

Documents

- « *L'innovation dans les politiques départementales: un patrimoine commun* », Rémi Chaintron pour l'Assemblée des départements de France, juill. 2014
- « *Pour un redressement des finances publiques fondé sur la confiance mutuelle et l'engagement de chacun* », Rapport de Martin Malvy et Alain Lambert, Igas et IGA, avr. 2014
- « *Financement de l'action sociale: les départements dans l'impasse* », Odas, 2014
- « *Politiques sociales locales: enjeux et gouvernance* », Informations sociales, Cnaf, n° 179, 2013
- « *Un nouvel atout pour les collectivités territoriales: la mutualisation des moyens* », Rapport d'information, Délégation aux collectivités territoriales du Sénat, mai 2010
- « *Développement social local: les voies de l'action au service du changement* », Jean-Louis Sanchez, Les cahiers de l'Odas, juin 2007

Sites Internet

- www.odas.net: site de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée
- <http://ancasd.free.fr>: site de l'Association nationale des cadres de l'action sociale départementale (Ancasd)
- www.departements.fr: site de l'Assemblée des départements de France
- www.espaces-transfrontaliers.org: site de la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT)
- <http://blog.la27eregion.fr>: site du laboratoire de transformation publique des régions de France

SERVICE PUBLICITÉ

Contacteur: Lobna Manai

Imanai@editions-legislatives.fr